

Pièce P-26

Article de presse – Le Soleil, Martin Pelchat,
8 février 2008 – Le PQ et le PLQ se tirent d'affaire

CONTRIBUTIONS ILLÉGALES DE LA FIRME TECSULT

Le PQ et le PLQ se tirent d'affaire

Martin Pelchat
mpelchat@lesoleil.com

Le PQ et le PLQ n'auront finalement pas à rembourser les généreuses contributions versées illégalement dans leurs caisses entre 1993 et 1996 par la firme d'ingénierie Tecsalt. Le directeur général des élections se dit en effet incapable de leur réclamer ces sommes, sur la foi d'un avis juridique selon lequel les délais légaux seraient expirés.

Cette décision vient mettre un point final à «l'affaire Tecsalt». La firme n'aura d'ailleurs encouru aucune «sanction» malgré ces violations de la Loi électorale, qui interdit les contributions des entreprises. Dans une décision annoncée hier, la Cour suprême a mis fin aux tentatives de Revenu Québec de cotiser Tecsalt et des employés ayant agi comme prête-noms.

De 1993 à 1996, Tecsalt encourageait ses employés à verser des contributions aux partis «dans le but de maintenir sa position dans le marché et de demeurer un candidat potentiel pour l'octroi de nouveaux contrats».

La firme remboursait ces contributions aux employés. C'est ainsi que de 250 000 \$ à un demi-million de dollars ont abouti illégalement dans les coffres péquistes et libéraux puisque de 30 à 40 cadres donnaient «bon an mal an» de 2000 \$ à 3000 \$. «Tous ces chèques-là, la plupart du temps, c'est moi qui les prenais et qui allais les li-

vrer au parti politique», a admis un ex-président de Tecsalt, Guy Fournier. Le PQ et le PLQ affirment n'avoir jamais eu de raison de douter à l'époque qu'il ne s'agissait pas de contributions personnelles.

Le ministère du Revenu a éventé le stratagème de Tecsalt en

1997 en mettant la main, lors d'une vérification fiscale, sur des chèques de remboursement à des employés. Au nom du secret fiscal, le fisc n'en a jamais informé

Même si elle a violé la Loi électorale, la firme d'ingénierie Tecsalt n'aura aucune sanction

le DGE. Mais jugeant que les remboursements étaient des avantages imposables, il a cotisé ces employés et exigé de la firme 11 000 \$ en diverses charges. Tecsalt et ses employés ont contesté ces cotisations. La Cour du Québec a donné raison au fisc en 2001. La Cour d'appel a renversé cette décision l'été dernier et Revenu Québec a demandé à la Cour suprême la permission d'en appeler. Le plus haut tribunal du pays vient de rejeter cette requête.

N'ayant jamais eu vent de la tenue du premier procès, le DGE Marcel Blanchet a finalement pris connaissance du jugement en 2002, mais il n'avait plus le pouvoir de poursuivre la compagnie, ses délais ayant expiré en 2001. En novembre dernier, lorsque *Le Soleil* a rapporté l'affaire, il a toutefois indiqué qu'il lui restait la possibilité d'exiger des

partis le remboursement des contributions s'étant révélées illégales. Aucun délai légal ne limitait sa capacité d'agir à cet égard, faisait-il valoir. Il pouvait donc attendre la fin des procédures judiciaires avant de statuer.

AUCUN RECOURS POSSIBLE

Volte-face cependant hier. Le porte-parole du DGE, Denis Dion, a indiqué qu'après analyse par ses avocats, ce recours s'avérait impossible. En vertu du Code civil, il y aurait prescription après trois ans, donc en 2005. «Le DGE ne fera pas enquête étant donné que tous les recours possibles sont prescrits», dit M. Dion.

Ce dernier note que le DGE n'a pas les moyens d'embaucher des dizaines d'employés «pour aller à la pêche dans les entreprises», mais qu'il a tout de même mis en branle des mesures pour prévenir une autre affaire Tecsalt. Il entend aussi demander ce printemps une modification à la Loi pour préciser l'obligation d'un électeur de ne contribuer qu'à mêmes ses propres biens. On ajouterait qu'une contribution ne peut faire l'objet d'un remboursement d'un tiers, de quelque façon que ce soit.

PLUS DE MORDANT À LA LOI

M. Blanchet poursuit aussi des discussions avec les représen-

tants des partis pour voir comment donner «plus de mordant» à la Loi électorale. «On peut sans doute dire qu'il s'agit d'un travail de longue haleine, dont dépend notamment la volonté des partis politiques d'améliorer les choses», dit Denis Dion.

Le DGE a également demandé aux partis de distribuer à leurs 56 000 donateurs de 2007 une lettre rappelant les règles. Les vérifications de conformité des rapports financiers des quelque 500 instances régionales et locales des partis s'intensifieront. La proportion de ces rapports vérifiés avec examen de toutes les pièces justificatives passera de 10 % à 20 %. Un projet ciblé est aussi en cours autour des contributions par cartes de crédit.

Enfin, le DGE a rencontré en novembre les autorités du Revenu, lui qui demande au fisc de sortir de son mutisme pour l'aider à lutter plus efficacement contre les prête-noms. «Il y a une ouverture à un échange d'information et ça, c'est nouveau, de dire M. Dion. On ne sait pas encore quelle forme ça va prendre, mais ils sont prêts à nous parler.»